

Appel à textes

Vers une mise en résonance de questions en suspend autour du développement durable

La revue **Territoires en mouvement** lance un appel à textes en vue d'un numéro thématique autour du développement durable. Ce numéro souhaite contribuer modestement au développement d'un espace de réflexion et de discussion autour des savoirs théoriques et idéologiques dont le développement durable fait aujourd'hui l'objet, mais il vise également à faire connaître les enjeux qu'il soulève et les outils qu'il conviendrait de mettre en place aujourd'hui. Car si chacun s'accorde pour dire qu'il y a urgence à agir ou à réagir, l'observation et l'analyse rapide d'un certain nombre d'arguments récurrents relatifs aux politiques publiques qui se réclament de cette problématique posent toutefois la question de leur pertinence au regard des enjeux soulevés par le développement durable et de leur capacité réelle à faire évoluer en profondeur l'action publique. La simple référence au « développement durable » a fait naître un grand nombre d'initiatives et de débats à toutes les échelles, y compris planétaires, sur les objectifs du développement, sur les responsabilités nouvelles des différents acteurs et sur les outils à préconiser, qu'ils soient politiques, économiques, juridiques ou culturels en vue de pratiques renouvelées.

D'ailleurs le gouvernement lui dédie une semaine intitulée « Semaine Nationale du Développement Durable ». Mais cette « montée en « puissance » apparente cache des attitudes variées et des initiatives qui ne sont pas toujours à la hauteur des défis.

Force est de constater que certains envisagent de réduire ce « référentiel » à un développement durable local, autrement dit à une approche territoriale du développement durable qui accorderait une place spécifique au local impliquant de privilégier une relation de proximité géographique. Or, le point crucial soulevé par cette notion n'est-il pas l'articulation spatio-temporelle des échelles, lesquelles nécessitent d'être appréhendées dans leur complexité ? Sans aller jusqu'au risque de dérive dans le localisme, plusieurs questions demeurent en suspend : peut-on assigner le développement durable à résidence locale ? Doit-on considérer que ce qui est pertinent au niveau local le serait a fortiori par transposition aux autres échelles ? Ou encore, s'agit-il d'un aveu d'incapacité à traiter les autres échelles ? De même, y a-t-il un territoire pertinent face aux enjeux planétaires du développement durable ? Enfin, le territoire local serait-il « *une sorte de lieu réparateur des problèmes occasionnés par la mondialisation* » ? **Quelles analyses peut-on en faire aujourd'hui à partir de ces constats ?**

Toutes ces interrogations sont loin de ne concerner que le développement durable cependant elles suggèrent des réponses qui entraînent beaucoup plus lourdes de conséquences qu'il n'y paraît. Et pourtant, le recours à des formules incantatoires (Godard, 2002) à tendance à promouvoir, paradoxalement, un immobilisme confortable sans tenir compte des contradictions liées au développement et aux contraintes induites par sa durabilité. Sur ce point, rappelons que les Nations-Unies avaient baptisé les années soixante, la « décennie du développement » ! L'optimisme n'a pas permis aux « pays retardataires » de rattraper les autres et aux inégalités de régresser.

S'il y a assurément un effet de mode dans l'évocation systématique du développement durable comme guide des politiques publiques, ne perdons pas de vue que la réduction des transferts de risques et l'endiguement de la pauvreté constituent notamment les nouveaux enjeux du développement durable. Mais les individus ne sont pas exposés aux risques de la même façon. Certaines expositions seraient liées à des occurrences particulières. Aussi, dans quelle mesure le développement durable peut-il résoudre des situations qui se caractérisent par la diversité des positionnements des individus dans leur environnement ?

Enfin, pas plus qu'elle ne restreint la réflexion au développement local, l'approche du développement durable n'envisage le futur « *comme un présent amélioré, et le présent comme une cristallisation du passé* ». Néanmoins, si le développement durable n'évite pas la question de la prospective, il implique d'associer des configurations globales, de suggérer des alternatives, des changements à enclencher mais sa mise en œuvre implique des réformes progressives, des phases de transition incompatibles avec l'urgence environnementale telle que la compréhension qui se développe du réchauffement climatique par exemple permet de l'appréhender. Comment concilier l'urgence environnementale avec le long terme du développement durable ?

C'est pourquoi, dans ce numéro spécial, **à travers les textes sollicités**, il ne s'agit pas tant de souligner les limites du développement durable que de mettre en évidence les interdépendances, le renouvellement des formes de gouvernance, des modes de pensée et de mesurer finalement la complexité du monde qu'il contribue à renouveler. Loin de constituer un catalogue de « bonnes » solutions clé en main, le développement durable pose autant de question qu'il ne suggère de réponses.

Autrement dit, l'objectif est d'analyser le développement durable, au plus près des pratiques sociales et des rapports sociaux qu'il implique.

Le fil choisi ici est de tenter de valoriser les analyses portant sur des exemples français, européens, et mêmes internationaux. Les textes présentant une dimension comparative sont également souhaités. Les propositions de contribution (textes : article 35 à 40 000 caractères, y compris les résumés français/anglais et la bibliographie complète que nous espérons diverses sur le plan des disciplines et des statuts des proposant, doivent être adressées, avant **le 15 juin 2007 (date impérative)**, à l'adresse mail suivante : **HScarwell@aol.com**